

L'Europe a-t-elle peur de la démocratie ?

Le salaire des ministres

La France et ses partenaires européens se sont ouvertement démarqués du discours prononcé par George W. Bush le 24 juin, dans lequel le président

ment admet que la cause palestinienne sert de prétexte aux maux dont souffre le monde arabe : analphabétisme et manque d'investissement dans la recherche et l'éducation, pauvreté et chômage, absence de libertés et asservissement des femmes. Les auteurs du rapport écrivent que le conflit israélo-palestinien a servi et sert de prétexte aux dirigeants arabes pour « mater toute velléité de liberté et de démocratie » et que les pays arabes constituent la seule région du monde qui n'a pas connu, contrairement aux autres régions en développement, de processus de démocratisation au cours de ces quinze dernières années.

L'absence de démocratie est une cause centrale des échecs du monde arabe. Pour se maintenir au pouvoir, le dirigeant d'un pays démocratique a besoin de se faire réélire. Il doit réaliser ce pour quoi il a été élu : la liberté, la prospérité et la paix. L'autocrate, à l'inverse, n'a pas besoin de l'approbation de son peuple pour maintenir son pouvoir. Mais il a besoin d'un allié pour ne pas se faire renverser. Cet allié, c'est toujours un bouc émissaire extérieur contre lequel le peuple doit se mobiliser au prix de sa liberté et de son bien-être. Chaque dictature a son « ennemi salvateur » : le communisme pour les régimes fascistes des années 30-40, le capitalisme pour les régimes communistes des années 50-80, le « Yankee du Nord » pour Fidel Castro, le « Grand Satan » et le « Petit Satan » pour les ayatollahs de Téhéran, l'« Entité sioniste » pour le monde arabe. Les régimes autoritaires ont également besoin d'un ennemi intérieur pour justifier leur existence vis-à-vis des gouverne-

ments occidentaux : l'intégrisme islamique est aujourd'hui brandi par les dictateurs arabes comme la menace qui justifie le maintien de leurs régimes répressifs. C'est pourquoi la démocratie est une condition nécessaire à la paix et à la prospérité. Dans son *Projet de paix perpétuelle* (1795), Kant affirme avec raison que seuls les peuples maîtres de leur destinée (c'est-à-dire les démocraties) peuvent réaliser la paix à laquelle ils aspirent.

L'échec du processus d'Oslo a prouvé qu'il est impossible de dissocier la pacification de la démocratisation. En acceptant l'établissement d'une Autorité palestinienne sans exiger que celle-ci devienne un régime démocratique, Israël commit une erreur fatale. Yitzhak Rabin exprima cette myopie politique en

Le monde démocratique doit soutenir la société civile palestinienne plutôt que celui qui la tient en otage

affirmant au moment de la signature des Accords d'Oslo qu'une Autorité palestinienne autoritaire serait plus efficace qu'un régime palestinien démocratique dans la lutte contre le Hamas, parce que, contrairement à Israël, Arafat se sera pas encombré « par la Cour suprême, par Betslem l'organisation israélienne des droits de l'homme et par les belles âmes de gauche ». À l'époque, seul Natan Sharansky prédit que sans démocratisation de l'Autorité palestinienne, le processus d'Oslo était voué à l'échec.

D'aucuns affirment qu'il est naïf de penser que les régimes

arabes puissent se démocratiser, car il y aurait une incompatibilité culturelle, voire génétique, entre les Arabes et la démocratie. Ceci est le propre d'une théorie raciste qui fut appliquée dans le passé, avec le même dédain et le même fourvoiement, aux Allemands, aux Japonais, aux Russes, aux Latino-Américains et aux Chinois. Tout peuple, tout être humain, préfère la liberté à la servitude. De toutes les sociétés arabes, la société palestinienne était sans doute l'une des plus propices à l'établissement d'un régime démocratique. Mais toute perspective de démocratisation a été sabotée par Arafat avec la complaisance tacite des parrains du processus d'Oslo.

Selon la Déclaration de principe signée entre Israël et l'OLP

en septembre 1993, les élections pour la présidence de l'Autorité palestinienne devaient se tenir en juillet 1994. Mais Arafat repoussa arbitrairement ces élections jusqu'en 1996 afin d'avoir le temps de neutraliser ses opposants et d'assurer sa victoire. Il constitua une force de police trois fois plus grande que celle prévue dans les accords et dont la principale composante était les combattants de l'Armée de libération de la Palestine (ALP) qu'il fit venir avec lui de Tunisie. Puis il créa les services de la sécurité préventive (SSP) dont tous les officiers sont des membres du Fatah venus de Tunisie, et qu'il utilisa pour intimider voire éliminer ses opposants.

Arafat utilisa également les deux années qui précédèrent

son élection pour éliminer toute opposition à son régime dans les médias. En juillet 1994, il interdit la publication du quotidien jordanien *a-Nahar* et menaça son rédacteur en chef, Othman al-Halaq. Arafat n'autorisa la publication du journal uniquement après que celui-ci se fut engagé à soutenir le régime de l'OLP. Le quotidien *al-Quds*, qui critiquait le rais pour son style autocratique, fut également menacé avant d'obtempérer. En avril 1995, les SSP de Jibril Rajoub incendièrent les bureaux de l'hebdomadaire *al-Umma*, un journal qui était très critique d'Arafat et qui ne reparut jamais depuis. En mai 1995, Arafat ordonna la fermeture d'*al-Watan* pour cause d'articles « subversifs ». Parallèlement, Arafat créa des journaux favorables à son régime, tels que *al-Hayat al-Jadida* et *al-Ayam*, ainsi qu'une radio (La Voix de la Palestine) et une télévision d'État sous son autorité directe, et interdit les stations et chaînes privées.

Enfin, Arafat élimina avant les élections de 1996 l'opposition des organisations palestiniennes des droits de l'homme. En avril 1995, Arafat ordonna le limogeage de Raji a-Sourani, le directeur du Gaza Center for Rights and Law. Un autre avocat des droits de l'homme, Iyad a-Sarraj, fut arrêté et torturé en décembre 1995. Bassem Eid, travaillant avec l'organisation Betslem, fut accusé d'être un « collaborateur » et fut arrêté par la police palestinienne. Le régime policier instauré par Arafat durant les deux années qui précédèrent les élections de 1996 rendit futile toute candidature d'opposition. De fait, les deux principales figures d'opposition, Iyad a-Sarraj et Haydat Abed a-Shafi, décidèrent de ne

pas se présenter, sachant que les jeux étaient faits. Seule Samiha Halil, une femme de 72 ans, eut l'audace de se présenter et de « voler » 9,9 % des voix au rais. Bien que le mandat d'Arafat ait légalement pris fin le 4 mai 1999, celui-ci refusa tout simplement d'organiser de nouvelles élections conformément à la loi. Et, parallèlement, il renforça son régime autoritaire, décimant toute opposition et empêchant toute alternance.

Dire qu'Arafat est le seul représentant légal et légitime des Palestiniens relève donc de l'ignorance ou de la mauvaise foi, ou des deux. Accepter son argument selon lequel il est incontournable car il n'y a personne pour le remplacer équivaut à rétribuer son élimination brutale de toute opposition.

Il est temps que le monde démocratique soutienne la société civile palestinienne plutôt que celui qui la tient en otage. Le président Bush a eu le courage et l'honnêteté de la faire, et il est regrettable que les gouvernements européens se soient démarqués de son discours du 24 juin. Lier la reconnaissance et l'aide financière occidentales à la démocratisation des régimes autocratiques constitua la pierre angulaire des Accords d'Helssinki en 1975, ce qui contribua à la libéralisation et à l'affaiblissement du régime soviétique. Appliquer ce même principe au monde arabe en général et à l'Autorité palestinienne en particulier est une condition nécessaire à la pacification et au développement économique du Proche-Orient.

* Professeur de relations internationales à l'université de Tel-Aviv et de science politique à l'université de Bar-Ilan (Israël).

Comme bien d'autres fois, j'ai trouvé de prime abord incongrue l'augmentation de nos ministres par leurs collègues parlementaires, à la barbe des smicards et autres RMIs qui une rallonge est autre chose que nécessaire. Puis je me suis rendu à la raison. Est-il vraiment normal qu'un ministre français soit sous-payé par rapport à certains de ses collègues étrangers ? Même la rémunération de chacun doit être déterminée non par comparaison avec celle d'un autre, mais selon son efficacité personnelle. Je demeure par contre stupéfait de la maladresse d'un ministre qui décidément manque d'imagination. Il serait pourtant si simple aux bénéficiaires, au lieu de refuser l'augmentation, de sembler leur tomber du ciel au moins de faire en sorte que soit différée l'application de ce que de plus nécessairement été servis ou que certaines mesures économiques utiles aient été prises. Quelle belle occasion de donner l'exemple d'une abnégation ne manquerait pas d'assurer un climat général.

Claude COHEN
c.courty@worldonline.com

Après les conseillers de gauche qui se votent une augmentation de leurs indemnités, c'est au tour de nos ministres de tenter de l'initiative des parlementaires, avec nos impôts évidemment, sous prétexte de disparition, heureuse d'ailleurs des fonds spéciaux. Les sommes en train d'être versées en illustration la plus marquée du caractère vicieux du système où parlementaires et ministres de droite comme de gauche s'entendent pour se partager toujours plus le fromage, sans fin de la situation du

Cérand RES DIT

LE FIGARO, 7 AOUT 2002

PAR
EMMANUEL NAVON *

américain avait présenté la démocratisation de l'Autorité palestinienne comme l'une des conditions nécessaires à la reprise du processus de paix entre Israël et les Palestiniens. Il est étonnant que l'UE s'oppose à une politique qui est pourtant conforme à ses propres principes et dont le but est d'améliorer le sort des Palestiniens et de renforcer les chances de pacification du Proche-Orient. De même qu'il est étonnant que l'UE n'ait pas protesté lorsque, la semaine dernière, un tribunal égyptien (sous les instructions du gouvernement) a décrété une peine de sept ans de prison ferme à l'encontre de Saad Eddin Ibrahim, le célèbre militant égyptien des droits de l'homme, accusé d'« actes subversifs » contre le régime policier de Hosni Moubarak.

En se posant comme le garant tacite des régimes autoritaires du Machrek, l'UE porte atteinte aux intérêts du monde arabe et à la pacification du Proche-Orient. Le Rapport sur le développement humain dans le monde arabe rédigé par des intellectuels arabes et récemment publié par le Programme des Nations unies pour le développe-